

# Grèce: Tout comprendre au plan du gouvernement pour résorber la dette

 [20minutes.fr/economie/1533223-20150204-grece-tout-comprendre-plan-gouvernement-resorber-dette](http://20minutes.fr/economie/1533223-20150204-grece-tout-comprendre-plan-gouvernement-resorber-dette)



Le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis, à Athènes, le 28 janvier 2015 — *Aris Messinis*  
AFP

L'Odyssée du gouvernement grec continue. Une semaine après avoir remporté les élections législatives, les nouveaux dirigeants poursuivent leur tournée européenne. Le Premier ministre Alexis Tsipras rencontre ce mercredi le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, et celui du Conseil européen, Donald Tusk. [Il sera ensuite reçu à Paris par François Hollande](#). Dans le même temps, le ministre des Finances grec rencontrait le président de la BCE pour que son pays évite la «faillite» et «garde la tête hors de l'eau». Principal point de discussion: [le remboursement de la dette grecque](#). *20 Minutes* fait le point.

## Quel diagnostic pour la dette?

[La dette publique grecque s'élève à 320 milliards d'euros](#), soit l'équivalent d'environ 175% de son Produit intérieur brut (PIB). Le taux est le plus important de ces dernières années. Le pays entier produit environ 183 milliards d'euros en une année. Selon les critères de Maastricht, [une dette publique ne devrait pas excéder 60% du PIB du pays](#). La dette appartient à des investisseurs privés (banques, fonds de pension, etc.), et au Fonds monétaire international (FMI, 10%), à la Banque centrale européenne (BCE) et, aux Etats membres de la zone euro (61%).

## Que propose le gouvernement grec?

Alexis Tsipras et ses ministres ont revu leur discours. [Il n'est désormais plus question d'effacement de la dette mais de restructuration](#). Le montant total resterait inchangé. L'idée serait de trouver un terrain d'entente avec les créanciers sur les modalités de remboursement. «Aidez-nous à réformer notre pays et donnez-nous un peu d'espace budgétaire pour ce faire, sinon nous continuerons d'être étranglés et deviendrons non pas une Grèce réformée mais une Grèce déformée», a lancé Yanis Varoufakis au *Financial Times*. Pour réduire la dette et ses intérêts, le ministre des Finances souhaiterait mettre en place deux nouveaux types d'obligations.

## **Des obligations «indexées sur la croissance»**

Ces obligations concerneraient les emprunts réalisés auprès des plans d'aides européens. Le principe est simple: les taux d'intérêt varient selon la croissance. Si celle-ci est faible, les paiements sont réduits, et inversement. Cette solution permettrait au gouvernement de retrouver des marges de manœuvre budgétaires, réaliser des investissements et promouvoir la croissance.

## **Des «obligations perpétuelles»**

Une partie de la dette pourrait être transformée en dette perpétuelle. Ainsi, le pays continuerait à payer des intérêts sans jamais avoir à rembourser le capital. Plus besoin de verser des milliards d'euros à l'échéance de titres (l'équivalent de 7 milliards cette année), puisque ceux-ci seraient illimités. Le gouvernement allégerait son budget et les créanciers trouveraient aussi leur compte car le pays reversait au final plus d'intérêts que le montant emprunté.

## **Quels avantages? Quels risques?**

Cet échange de dettes offre un double avantage. En disposant d'une charge (les intérêts) de la dette faible, le gouvernement Tsipras aurait plus de liquidités pour investir. Les créanciers pourraient eux se satisfaire de l'abandon, un temps évoqué, d'une suppression de la dette et de l'éloignement d'un défaut de paiement du pays. Les contribuables européens n'auraient donc pas à payer davantage.

Reste à savoir si la BCE acceptera l'idée d'une dette perpétuelle, et d'un non-remboursement du capital, et si les Européens auront l'audace de créer un précédent dans la zone euro.